

SOMMET DE PAU
DECLARATION DES CHEFS D'ETAT
13 JANVIER 2020

Les Chefs d'Etat membres du G5 Sahel et le Président de la République française se sont réunis ce jour 13 janvier 2020 à Pau en France en vue d'examiner la situation dans l'espace G5 Sahel.

Les Chefs d'Etat ont réaffirmé leur détermination commune à lutter ensemble contre les groupes terroristes qui opèrent dans la bande sahélo-saharienne et dans la région du Lac Tchad. Ils ont rendu hommage aux victimes civiles des exactions commises par ces groupes terroristes ainsi qu'aux soldats africains, français et internationaux tombés dans l'accomplissement de leur mission.

Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont exprimé le souhait de la poursuite de l'engagement militaire de la France au Sahel et ont plaidé pour un renforcement de la présence internationale à leurs côtés. Ils ont exprimé leur reconnaissance à l'égard de l'appui crucial apporté par les Etats-Unis et ont exprimé le souhait de sa continuité.

Ils ont réaffirmé que cette action commune vise à protéger les populations civiles, à défendre la souveraineté des Etats du G5 Sahel (conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations unies et aux accords bilatéraux en vigueur), à prévenir une extension de la menace terroriste dans les pays frontaliers et à ramener la stabilité, condition indispensable du développement.

Les Chefs d'Etat sont convenus d'accroître et de coordonner leurs efforts en vue d'une solution rapide à la crise libyenne, qui continue à alimenter l'instabilité au Sahel. A cet effet, ils ont rappelé la responsabilité de la communauté internationale, l'impérieuse nécessité d'une prise en charge prioritaire de ce dossier par toutes les parties et ont exprimé leur soutien aux objectifs de la conférence internationale de Berlin pour restaurer la stabilité et la sécurité en Libye.

Les chefs d'Etat ont salué les actions déjà menées et ont souligné le besoin d'une plus grande coordination dans la mise en œuvre des initiatives en cours au Sahel et d'un engagement international renforcé.

A cette fin, les chefs d'Etats sont convenus de mener une discussion avec les partenaires déjà engagés afin de mettre en place un nouveau cadre politique, stratégique et opérationnel qui marquera une nouvelle étape dans la lutte contre les groupes terroristes au Sahel et dans la prise de responsabilité collective.

A la lumière de ces discussions, ce nouveau cadre prendra la forme et le nom d'une « Coalition pour le Sahel », rassemblant les pays du G5 Sahel, la France - à travers l'opération Barkhane et ses autres formes d'engagements, les partenaires déjà engagés, ainsi que tous les pays et organisations qui voudront y contribuer. Ce cadre sera organisé autour de quatre piliers rassemblant les efforts engagés dans les domaines suivants :

1. En matière de combat contre le terrorisme : les chefs d'Etat ont marqué leur ferme volonté de combattre ensemble tous les groupes armés terroristes actifs dans la zone, en concentrant immédiatement leurs efforts militaires dans la région des trois frontières sous le commandement conjoint de la Force Barkhane et de la Force conjointe du G5 Sahel, en ciblant en priorité l'EIGS.

Parallèlement à cet effort, le commandement conjoint de cette coalition accueillera progressivement l'ensemble des pays volontaires et partenaires, dont les contributions militaires rejoindront l'opération Barkhane, comme le futur groupement de forces spéciales européennes, baptisé « Task Force Takuba », qui s'inscrira dans le cadre de ce premier pilier. Le concept d'opération de la Force conjointe sera révisé afin qu'elle puisse agir avec une marge de manœuvre renforcée au-delà de la zone des 50 km de part et d'autre des frontières.

Cette coalition militaire pourra développer les capacités opérationnelles des forces sahéennes sur l'ensemble de l'espace G5 Sahel afin de réduire la menace des groupes terroristes et d'assurer un meilleur contrôle des frontières.

2. En matière de renforcement des capacités militaires des Etats de la région : les Chefs d'Etat ont salué le lancement, par la France et l'Allemagne, de l'initiative du partenariat pour la stabilité et la sécurité au Sahel (P3S) et ont souhaité une accélération et une amplification des efforts de formation, d'aguerrissement, de soutien logistique, d'entraînement et d'équipements des armées des pays du G5 Sahel. Ce pilier s'appuiera notamment sur les efforts déjà engagés par les Nations Unies et par les missions de formation de l'Union Européenne. Il pourra inclure un accompagnement au déploiement des armées des pays du G5 Sahel avec le soutien de l'Union Africaine et de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

3. En matière d'appui au retour de l'Etat et des administrations sur le territoire : Les Chefs d'Etat du G5 Sahel se sont engagés à prendre toutes les mesures visant à accélérer un retour de l'administration et des services publics sur l'ensemble des territoires concernés par la question, en particulier les chaînes pénale et judiciaire, essentielles pour le retour de l'Etat de droit. Cet effort s'appliquera prioritairement à Kidal.

Dans un esprit de responsabilité partagée, ces engagements seront appuyés dans le cadre du P3S qui ciblera tout particulièrement son intervention sur la formation et le déploiement jusqu'au niveau local de personnels en matière d'administration civile, de sécurité intérieure (police, gendarmerie, douanes) et de justice.

4. En matière d'aide au développement : les Chefs d'Etat ont salué les premiers résultats de l'Alliance pour le Sahel, lancée sous l'impulsion de l'Allemagne et de la France en juillet 2017, et ont appelé les pays et organisations, membres de l'Alliance à poursuivre dans la voie d'une démarche encore davantage coordonnée avec l'action sécuritaire, à un recours plus systématique à une programmation conjointe et à des mécanismes de délégation réciproque tenant compte des priorités des pays membres du G5 Sahel.

Dans le même esprit, les Chefs d'Etat en appellent aux partenaires internationaux à concrétiser les engagements pris en décembre 2018 à la

Conférence des donateurs de Nouakchott pour la mise en œuvre du Programme d'Investissement Prioritaire (PIP) du G5 Sahel.

Par ailleurs, les Chefs d'Etats appellent les partenaires des États du G5 Sahel à accroître leur assistance et leur soutien afin de permettre de faire face aux nouveaux défis humanitaires que sont les déplacés internes, les réfugiés, la fermeture des écoles et des centres de santé.

Un sommet associant les Etats du G5 Sahel et la France se tiendra en juin 2020 à Nouakchott dans le cadre de la présidence mauritanienne du G5 Sahel. D'ici cette échéance, le suivi de ces engagements sera effectué au niveau des Ministres des Affaires Etrangères et des Ministres des Armées et de la Défense.

Pau, le 13 janvier 2020